

élections des  
administrateurs.trices  
salarié.e.s au

## Conseil d'Administration de France Télévisions



**Karine BASTE**  
Journaliste - Présentatrice  
*C pas si loin* - France 5



**Sylvain TOCCO**  
Technicien vidéo  
France 3 Normandie



**Nora BOUBETRA**  
Journaliste - Rédaction nationale

Vote électronique  
du **22** janvier  
au **28** janvier 2026

# Le CA, ça sert à quoi ?

Le Conseil d'Administration prend les décisions stratégiques et financières de l'entreprise en commençant par voter le budget. Il contrôle l'exécution de ses décisions.

Il est présidé par la PDG de l'entreprise et est composé de 14 autres membres pour un mandat de 5 ans :

1 député.e représentant.e de la commission culture de l'Assemblée nationale

1 sénateur.rice représentant.e de la commission Culture du Sénat

5 représentants des ministères de la Culture et des finances

5 personnalités indépendantes nommées par l'ARCOM

2 représentants du personnel élus

## Le CA dispose de 3 comités spécialisés

- Le comité d'audit, chargé principalement du budget ainsi que des contenus de l'entreprise
- Le comité stratégique
- Le comité rémunération qui valide notamment la rémunération de la PDG

À cela s'ajoute un sous-comité des engagements chargé d'analyser les engagements financiers de + de 10 millions d'euros (NRCS, cars vidéo mobile, gros investissements techniques, contrats avec des producteurs, droits sportifs, contrat de diffusion TNT, etc.)

## Pourquoi trois candidat.e.s pour deux postes à pourvoir ?

Chaque liste est composée de trois candidat.e.s. Seules deux personnes seront élues, toutes listes confondues. En cas de démission d'un administrateur, quel qu'en soit le motif (départ de l'entreprise, retraite etc...), c'est le suivant sur sa liste qui le remplace.



**Karine BASTE** a un parcours complet à France Télévisions, de Grand Reporter à Martinique la 1ère, au 20H de france 2 en passant par franceinfo TV, le Soir 3, le 12/13 national, Télématin et le 13H de France 2.

Elue au CA de France Télévisions depuis 2021, Karine est maintenant présentatrice sur France 5 de l'émission *C pas si loin* consacrée aux réalités des outre-mers.



**Sylvain TOCCO** est technicien vidéo à France 3 Normandie depuis 2002 et exerce aussi à la gestion d'antenne. Régulièrement détaché à la Fabrique pour des gros événements (Tour de France, JO), il est aussi représentant du personnel dans son antenne régionale à Rouen.

Sylvain a lutté activement sur l'expérimentation de la régie automatisée à Rouen et s'est investi ensuite dans le suivi du projet des régies MOSAR à Strasbourg.



**Nora BOUBETRA** est Grand reporter spécialiste de politique étrangère, reporter de guerre mais a été aussi présentatrice du Soir 3 et à Télématin.

Polyglotte, sa carrière a amené Nora à travailler dans plusieurs pays, à la radio comme à la télévision, entre Arte, TV5 et Euronews avant d'intégrer la rédaction nationale de France 3 en 2005.

# Nos 15 priorités pour le prochain mandat

La CGT portera son action au sein du Conseil d'Administration de France Télévisions en s'appuyant sur une liste de 15 priorités stratégiques pour l'entreprise et ses salariés

**1 - Négocier avec l'État une trajectoire financière pluriannuelle** pour un Audiovisuel Public fort de toute sa diversité et de son savoir-faire qui doit être valorisé dans toutes les activités de l'entreprise : production, fabrication, information, programmes, numérique.

**2 - Reconstruire notre modèle économique** en développant les recettes commerciales additionnelles : détention des droits des œuvres produites à la hauteur des investissements d'argent public engagés dans la production audiovisuelle et le cinéma, retour de la publicité sur France 2 et France 3 entre 20h et 21h.

**3 - S'engager pour une véritable indépendance de l'information** avec un cahier des charges éditorial établi par un comité composé notamment de représentants des journalistes.

**4 - Œuvrer pour une refondation de la Rédaction Nationale de France Télévisions**, en rendant aux journalistes leur liberté de traitement journalistique sans injonction hiérarchique et en faisant valider la désignation de la direction de l'Information et des rédacteurs en chef par la rédaction elle-même.

**5 - Renforcer les effectifs de franceinfo** et fournir les moyens matériels indispensables à l'exercice de sa mission d'unique chaîne TV d'information continue du service public.

**6 - Lancer un vaste plan de reconversion aux métiers de numérique** pour maîtriser en interne le développement de nos plateformes et notre présence sur les réseaux sociaux.

**7 - Réaliser un grand diagnostic de la santé au travail** avec les organisations syndicales et les instances représentatives du personnel afin de mettre en place un plan d'action ambitieux pour redonner du sens au travail.

**8 - S'engager sur une politique volontariste et exemplaire en matière d'écologie** et lancer un plan de formation massif des salariés afin de disposer des moyens de promouvoir et respecter l'environnement.

**9 - Redonner à nos médias de proximité en région et en Outre-mer les moyens humains, éditoriaux et technologiques** afin d'effectuer correctement leurs missions dans l'information et les programmes, sur tous les supports, et d'offrir une haute qualité éditoriale à nos concitoyens.

**10 - Préserver et développer nos moyens internes de fabrication** comme un outil stratégique d'excellence, au service de la qualité de nos contenus dans tous les genres.

**11 - Sortir du diktat des ETP et des suppressions de postes** qui plombent beaucoup d'initiatives éditoriales internes faute de pouvoir disposer des effectifs nécessaires, ce qui produit de l'externalisation d'activité.

**12 - Encadrer le développement de l'utilisation des outils d'intelligence artificielle** afin de disposer d'un contrôle humain et éthique sur ces systèmes et leurs dérives potentielles, et d'en maîtriser les impacts sur l'emploi, les métiers et les conditions de travail.

**13 - Relancer une politique salariale** digne de ce nom après une décennie d'austérité.

**14 - Engager un diagnostic global de l'externalisation** des programmes et des prestations tous secteurs confondus afin de mieux maîtriser nos activités en interne.

**15 - Refonder le dialogue social à France Télévisions à tous les niveaux**, en instituant une reconnaissance du fait syndical comme un atout pour l'entreprise. Négocier un accord de méthode pour maîtriser le déploiement des projets dans l'entreprise et mettre en place un management réellement humain et responsable.

# LE SERVICE PUBLIC AUDIOVISUEL, UNE IDÉE À DÉFENDRE

Du 22 au 28 janvier 2026 une partie des salariés du groupe France Télévisions\* sont appelés à désigner leurs représentants au Conseil d'Administration. Un temps fort pour la vie du groupe car c'est au CA que se prennent toutes les décisions importantes pour l'entreprise, ses filiales, et donc pour l'ensemble des salariés.

Sur les grands enjeux économiques, éditoriaux et sociaux, la CGT, force de proposition et de contestation, mène une réflexion rigoureuse pour faire valoir les attentes des salariés.

C'est le cas au Conseil d'administration où Karine Baste siège depuis 2021, dans la continuité de Laurent Bignolas et Marcel Trillat.

\* France TV Distribution ne remplit pas le critère du nombre de salariés et France TV Studio ne remplit plus les critères car cette filiale est devenue une société anonyme simplifiée

## Un actionnaire sans vision stratégique

Sur le plan économique, France Télévisions subit depuis des années les effets d'une politique publique erratique, au gré des décisions de l'État actionnaire.

Les tours de vis budgétaires entraînent gravement l'entreprise dans l'exercice de ses missions. Les perspectives offertes aux salariés ne peuvent se limiter à un gigantesque plan d'économies et de restructurations.

France Télévisions fait l'objet d'attaques incessantes et concertées visant à l'affaiblir, voire à préparer sa disparition. La CGT se battra sans relâche contre ces projets néfastes.

## Des enjeux majeurs pour l'audiovisuel public

Après l'échec de Salto, la plateforme france.tv doit disposer des moyens nécessaires pour monter en puissance face aux acteurs mondiaux. C'est un enjeu culturel majeur.

L'adaptation de l'entreprise et ses salariés aux enjeux du numérique et de l'intelligence artificielle est un autre enjeu de taille pour l'avenir du service public. La CGT est prête à s'engager dans cette mutation, mais sans brader les conditions de travail des salariés et l'emploi.

Face à ces défis, notre élue au Conseil d'Administration continuera de porter des propositions constructives et crédibles pour l'avenir de notre entreprise de service public, ses emplois et ses salariés.

Ma candidature est celle d'une salariée profondément attachée au service public et à notre groupe France Télévisions.  
J'en connais la force et la conviction ; j'en connais aussi les personnels, dans la diversité de leurs métiers et de leurs réalités.  
Des Antilles au 20h, de France 3 à France 5, en passant par franceinfo, des week-ends aux matinales, je sais notre engagement.  
Le mettre en valeur et le défendre seront ma priorité.

Karine Baste

Protéger, Participer, Agir  
à partir du 22 janvier 2026  
#JEVOTECGT